

Europe

Débat d'entre-deux-tours : sur l'Europe, Marine Le Pen piégée par ses contradictions

Journal Libération - article publié le 20 avril 2022

Editorial 20 avr. 2022

[voir tous les articles sur Guerre entre l'Ukraine et la Russie](#)

Emmanuel Macron, porté par ses succès à l'échelle du continent, a poussé sa concurrente d'extrême droite dans ses retranchements, notamment sur l'Ukraine.



Emmanuel Macron lors d'un sommet européen, le 24 mars. (Thibault Camus/AP)

par [Jean Quatremer](#), correspondant européen
publié le 20 avril 2022 à 23h18

Marine Le Pen s'est une nouvelle fois noyée dans le verre européen : comment expliquer qu'on ne veut pas sortir de l'Union (et donc de l'euro) tout en sortant unilatéralement des politiques communes qui vous déplaisent (Schengen, marché européen de l'énergie, politique d'immigration) [au nom de «l'intérêt national»](#) ou

en jetant par-dessus bord la pierre angulaire du marché intérieur, la supériorité du droit européen sur les droits nationaux, tout cela en violation des traités européens. La [candidate du Rassemblement national](#) s'est défendue en faisant valoir qu'elle voulait en réalité transformer l'Europe «*de l'intérieur*» pour passer à une «*Europe des nations souveraines*», mais sans expliquer comment elle parviendrait à réunir une majorité pour transformer les politiques existantes (ce qui prendra du temps) et surtout une unanimité des vingt-sept Etats membres pour modifier les traités (ce qui prendrait encore plus de temps si même c'était possible).

Emmanuel Macron n'a pas laissé passer l'occasion de la matraquer : si vous ne voulez pas sortir de l'Union, alors c'est que «*80 % de votre programme a changé*», s'est-il amusé pour mieux souligner qu'une grande partie des mesures de Marine Le Pen étaient en contradiction avec les règles européennes. Certes, on peut faire évoluer l'Union, comme le président sortant revendique l'avoir fait, mais «*on ne peut pas changer tout seul un club en disant "je réduis ma contribution (au budget communautaire, ndlr)"*», car les autres ne voudront pas et dans ce cas, «*c'est faire bande à part*», a-t-il asséné. Quelques instants plus tard, il a enfoncé le clou : «*L'Europe, c'est une copropriété, on ne peut pas décider tout seul de ripoliner la façade.*»

Le chef de l'Etat était d'autant plus à l'aise sur ce sujet, sur lequel il n'a pas varié depuis sa campagne de 2017, [qu'il a pu exposer ses succès](#) qui montrent qu'en s'appuyant sur le couple franco-allemand que Marine Le Pen veut enterrer, il était possible de faire évoluer les politiques européennes, de l'achat groupé des vaccins à la mutualisation des dettes en passant par la défense européenne, la mise en place de protections aux frontières, etc. Il a démontré à la présidente du RN que ses propositions nuiraient aux intérêts hexagonaux puisque la France avait par exemple besoin du marché européen de l'énergie pour pouvoir s'approvisionner et exporter.

Sur l'Ukraine, Marine Le Pen a fait un remarquable virage sur l'aile, félicitant même Emmanuel Macron de ses positions dans cette crise, de la livraison d'armes aux sanctions. Mais elle ne savait manifestement pas que ses députés européens avaient quitté l'hémicycle il y a quelques jours lorsque le Parlement a voté une résolution particulièrement dure à l'égard de la Russie. Il est vrai qu'elle appelait à un embargo sur le gaz et le pétrole russe, une sanction qu'elle continue à refuser fermement. Mais elle n'a pu l'expliquer, l'information ne lui étant manifestement pas parvenue...